

Les articles 14, 6°, 19, 22 et 23 sont d'application pour les décisions attaquées qui ont été notifiées après leur entrée en vigueur.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
à l'Intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté

Mme M. DE BLOCK

Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

—————  
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants*

Doc 53 2556/(2012/2013)

001 : Projet de loi.

002 : Amendements.

003 : Rapport.

004 : Texte adopté par la commission.

005 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi : Compte rendu intégral : 28 février 2013.

*Documents du Sénat*

5-2000 – 2012/2013

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales du Sénat : 25 avril 2013.

De artikelen 14, 6°, 19, 22 en 23 zijn van toepassing op de bestreden beslissingen die na hun inwerkingtreding worden betekend.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 mei 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris van Asiel en Migratie,  
Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding

Mevr. M. DE BLOCK

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

—————  
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers*

Doc 53 2556/(2012/2013)

001 : Wetsontwerp.

002 : Amendementen.

003 : Verslag.

004 : Tekst aangenomen door de commissie.

005 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook : Integraal verslag : 28 februari 2013.

*Stukken van de Senaat*

5-2000 – 2012/2013

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Handelingen van de Senaat : 25 april 2013.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00536]

**8 MAI 2013.** — *Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (1)*

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente loi transpose partiellement :

— la Directive 2005/85/CE du Conseil du 1<sup>er</sup> décembre 2005 relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres;

— la Directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte);

— la Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00536]

**8 MEI 2013.** — *Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijke welzijn (1)*

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van :

— de Richtlijn 2005/85/EG van de Raad van 1 december 2005 betreffende minimumnormen voor de procedures in de lidstaten voor de toekenning of intrekking van de vluchtelingenstatus;

— de Richtlijn 2011/95/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 inzake normen voor de erkenning van onderdanen van derde landen of staatlozen als personen die internationale bescherming genieten, voor een uniforme status voor vluchtelingen of voor personen die in aanmerking komen voor subsidiaire bescherming, en voor de inhoud van de verleende bescherming (herschikking);

— de Richtlijn 2003/9/EG van de Raad van 27 januari 2003 tot vaststelling van minimumnormen voor de opvang van asielzoekers in de lidstaten.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

**Art. 3.** Dans l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Il doit exister un lien entre les motifs de persécution et les actes de persécution ou l'absence de protection contre ces actes. »;

2° le § 4, d), est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

« — ce groupe, en fonction des circonstances qui prévalent dans le pays d'origine, a l'orientation sexuelle comme caractéristique commune. L'orientation sexuelle ne recouvre pas les faits considérés comme délictueux selon le droit belge. Il convient de prendre dûment en considération les aspects liés au genre, dont l'identité de genre, aux fins de la reconnaissance de l'appartenance à un certain groupe social ou de l'identification d'une caractéristique d'un tel groupe; ».

**Art. 4.** Dans l'article 48/5 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« La protection au sens des articles 48/3 et 48/4 ne peut être offerte que par :

a) l'État, ou

b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'État ou une partie importante de son territoire,

pour autant qu'ils soient disposés et en mesure d'offrir une protection, conformément à l'alinéa 2. »;

2° dans le § 2, alinéa 2, les mots «, doit être effective et non temporaire et » sont insérés entre les mots « et 48/4, » et le mot « est »;

3° dans le § 2, alinéa 3, les mots « de la réglementation européenne prise » sont remplacés par les mots « des actes de l'Union européenne prises »;

4° le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Il n'y a pas lieu d'accorder la protection internationale si, dans une partie du pays d'origine, le demandeur d'asile :

a) n'a pas de crainte fondée de persécution ou ne risque pas réellement de subir des atteintes graves, ou

b) a accès à une protection contre la persécution ou les atteintes graves au sens du § 2;

et qu'il peut voyager en toute sécurité et légalité vers cette partie du pays, et obtenir l'autorisation d'y pénétrer et que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'il s'y établisse.

Lorsqu'il est examiné si un demandeur a une crainte fondée d'être persécuté ou risque réellement de subir des atteintes graves, ou s'il a accès à une protection contre les persécutions ou les atteintes graves dans une partie du pays d'origine conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est tenu compte des conditions générales dans cette partie du pays et de la situation personnelle du demandeur d'asile. »;

5° l'article est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Il n'y a pas lieu d'accorder de protection internationale lorsque le demandeur d'asile bénéficie déjà d'une protection réelle dans un premier pays d'asile, à moins qu'il soumette des éléments dont il ressort qu'il ne peut plus se prévaloir de la protection réelle qui lui a été accordée dans le premier pays d'asile ou qu'il n'est plus autorisé à entrer sur le territoire de ce pays.

A condition que l'accès au territoire de ce pays lui soit à nouveau autorisé, un pays peut être considéré comme étant un premier pays d'asile si le demandeur d'asile est reconnu comme réfugié dans ce pays et qu'il peut encore y bénéficier de cette protection, ou s'il bénéficie d'une autre protection réelle dans ce pays, y compris du principe de non-refoulement. ».

**Art. 5.** Dans la même loi, il est inséré un article 48/6 rédigé comme suit :

« Art. 48/6. Le demandeur d'asile doit présenter aussi rapidement que possible tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

**Art. 3.** In artikel 48/3 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. Er moet een verband zijn tussen de gronden van vervolging en de daden van vervolging of het ontbreken van bescherming tegen deze daden. »;

2° paragraaf 4, d), wordt aangevuld met een derde gedachtestreepje, luidende :

« — de groep, afhankelijk van de omstandigheden in het land van herkomst, als gemeenschappelijk kenmerk seksuele gerichtheid heeft. Seksuele gerichtheid omvat geen handelingen die volgens het Belgische recht als strafbaar worden beschouwd. Er wordt terdege rekening gehouden met genderaspecten, waaronder genderidentiteit, wanneer moet worden vastgesteld of iemand tot een bepaalde sociale groep behoort of wanneer een kenmerk van een dergelijke groep wordt geïdentificeerd; ».

**Art. 4.** In artikel 48/5 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« Bescherming in de zin van de artikelen 48/3 en 48/4 kan alleen geboden worden door :

a) de Staat, of

b) partijen of organisaties met inbegrip van internationale organisaties, die de Staat of een aanzienlijk deel van zijn grondgebied beheersen,

mits zij bereid en in staat zijn bescherming te bieden overeenkomstig het tweede lid. »;

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden «, moet doeltreffend en van niet-tijdelijke aard zijn en » ingevoegd tussen de woorden « en 48/4 » en het woord « wordt »;

3° in § 2, derde lid, worden de woorden « Europese regelgeving » vervangen door de woorden « handelingen van de Europese Unie »;

4° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt :

« § 3. Er is geen behoefte aan internationale bescherming indien de asielzoeker in een deel van het land van herkomst :

a) geen gegronde vrees heeft voor vervolging of geen reëel risico op ernstige schade loopt, of

b) toegang heeft tot bescherming tegen vervolging of ernstige schade in de zin van § 2;

en hij op een veilige en wettige manier kan reizen naar en zich toegang kan verschaffen tot dat deel van het land, en redelijkerwijs kan worden verwacht dat hij er zich vestigt.

Bij de beoordeling of de asielzoeker een gegronde vrees heeft voor vervolging of een reëel risico op ernstige schade loopt, of toegang heeft tot bescherming tegen vervolging of ernstige schade in een deel van het land van herkomst overeenkomstig het eerste lid, wordt rekening gehouden met de algemene omstandigheden in dat deel van het land en met de persoonlijke omstandigheden van de asielzoeker. »;

5° het artikel wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. Er is geen behoefte aan internationale bescherming indien de asielzoeker reeds in een eerste land van asiel reële bescherming geniet, tenzij hij elementen naar voor brengt waaruit blijkt dat hij zich niet langer kan beroepen op de reële bescherming die hem reeds werd toegekend in het eerste land van asiel of dat hij niet opnieuw tot het grondgebied van dit land wordt toegelaten.

Een land kan worden beschouwd als eerste land van asiel wanneer de asielzoeker in dat land erkend is als vluchteling en hij die bescherming nog kan genieten, of hij anderszins reële bescherming geniet in dat land, met inbegrip van het genot van het beginsel van non-refoulement, mits hij opnieuw tot het grondgebied van dat land wordt toegelaten. ».

**Art. 5.** In dezelfde wet wordt een artikel 48/6 ingevoegd, luidende :

« Art. 48/6. De asielzoeker dient alle elementen ter staving van zijn asielaanvraag zo spoedig mogelijk aan te brengen.

Lorsque le demandeur d'asile n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, il sera jugé crédible et le bénéfice du doute lui sera accordé si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

a) le demandeur d'asile s'est réellement efforcé d'étayer sa demande;

b) tous les éléments pertinents en possession du demandeur d'asile ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants;

c) les déclarations du demandeur d'asile sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande;

d) le demandeur d'asile a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, ou a pu avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait;

e) la crédibilité générale du demandeur d'asile a pu être établie. ».

**Art. 6.** Dans la même loi, il est inséré un article 48/7 rédigé comme suit :

« Art. 48/7. Le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas. ».

**Art. 7.** Dans l'article 49/2, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, le mot « renouvelable » est remplacé par les mots « en cas de prorogation, valable pour deux ans ».

**Art. 8.** Dans l'article 51/2 de la même loi, inséré par la loi du 18 juillet 1991 et modifié en dernier lieu par la loi du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 5 est complété par les mots « ou par tout autre moyen de notification autorisé par arrêté royal »;

2° dans l'alinéa 6, les mots « ou par tout autre moyen de notification autorisé par arrêté royal » sont insérés entre les mots « par télécopieur » et les mots « sans préjudice d'une notification à la personne ».

**Art. 9.** Dans l'article 51/8 de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1993, différemment numéroté par la loi du 15 juillet 1996 et modifié par les lois des 15 septembre 2006 et 22 décembre 2008, les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« Si l'étranger introduit une demande d'asile subséquente auprès de l'une des autorités désignées par le Roi en exécution de l'article 50, alinéa 1<sup>er</sup>, le ministre ou son délégué consigne les déclarations du demandeur d'asile concernant les nouveaux éléments qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, ainsi que les raisons pour lesquelles le demandeur d'asile n'a pas pu produire ces éléments auparavant.

Cette déclaration est signée par le demandeur d'asile. S'il refuse de signer, il en est fait mention sur la déclaration, et, le cas échéant, il est également fait mention des raisons pour lesquelles il refuse de signer. Cette déclaration est transmise sans délai au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides. ».

**Art. 10.** Dans l'article 51/10 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « remet à l'étranger un questionnaire dans lequel celui-ci est invité à exposer les motifs » sont remplacés par les mots « ses réponses à un questionnaire concernant les motifs »;

2° dans l'alinéa 2, première phrase, le mot « doit » est remplacé par les mots « et le questionnaire doivent »;

3° dans l'alinéa 2, deuxième phrase, les mots « ou sur le questionnaire » sont insérés entre les mots « sur la déclaration » et les mots « et, le cas échéant »;

Wanneer de asielzoeker een aantal van zijn verklaringen niet staft met stukken of bewijzen, wordt hij als geloofwaardig geacht en wordt hem het voordeel van de twijfel gegund indien aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan :

a) de asielzoeker heeft een oprechte inspanning geleverd om zijn aanvraag te staven;

b) alle relevante elementen waarover de asielzoeker beschikt, zijn voorgelegd, en er is een bevredigende verklaring gegeven omtrent het ontbreken van andere bewijskrachtige elementen;

c) de verklaringen van de asielzoeker zijn samenhangend en aanneemelijk bevonden en zijn niet in strijd met de algemene en specifieke informatie die gekend en relevant is voor zijn aanvraag;

d) de asielzoeker heeft zijn aanvraag tot internationale bescherming zo spoedig mogelijk ingediend, of hij heeft goede redenen kunnen aanvoeren waarom hij nagelaten heeft dit te doen;

e) er is vast komen te staan dat de asielzoeker in grote lijnen als geloofwaardig kan worden beschouwd. ».

**Art. 6.** In dezelfde wet wordt een artikel 48/7 ingevoegd, luidende :

« Art. 48/7. Het feit dat een asielzoeker in het verleden reeds werd vervolgd, of reeds ernstige schade heeft ondergaan, of reeds rechtstreeks is bedreigd met dergelijke vervolging of met dergelijke schade, is een duidelijke aanwijzing dat de vrees voor vervolging gegrond is en het risico op ernstige schade reëel is, tenzij er goede redenen zijn om aan te nemen dat die vervolging of ernstige schade zich niet opnieuw zal voordoen. ».

**Art. 7.** In artikel 49/2, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, wordt het woord « hernieuwbaar » vervangen door de woorden « in geval van verlenging, geldig gedurende twee jaar ».

**Art. 8.** In artikel 51/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vijfde lid wordt aangevuld met de woorden « of via elke andere bij een koninklijk besluit toegelaten betekeniswijze »;

2° in het zesde lid worden de woorden « of via elke andere bij een koninklijk besluit toegelaten betekeniswijze » ingevoegd tussen de woorden « per faxpost » en de woorden « onverminderd een kennisgeving aan de persoon zelf ».

**Art. 9.** In artikel 51/8, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 6 mei 1993, vernummerd bij de wet van 15 juli 1996 en gewijzigd bij de wetten van 15 september 2006 en 2 december 2008 worden het eerste en het tweede lid vervangen door wat volgt :

« Indien de vreemdeling een volgende asielaanvraag indient bij één van de door de Koning ter uitvoering van artikel 50, eerste lid, aangewezen overheden, neemt de minister of zijn gemachtigde een verklaring af van de asielzoeker met betrekking tot de nieuwe elementen die de kans aanzienlijk groter maken dat hij voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 in aanmerking komt, en de redenen waarom de asielzoeker deze elementen niet eerder kon aanbrengen.

Deze verklaring wordt ondertekend door de asielzoeker. Indien deze dit weigert, wordt hiervan melding gemaakt op de verklaring evenals, in voorkomend geval, van de redenen waarom hij weigert om te ondertekenen. Deze verklaring wordt onverwijld overgezonden aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. ».

**Art. 10.** In artikel 51/10 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « verstrekt de vreemdeling een vragenlijst waarin hij uitgenodigd wordt om de redenen uiteen te zetten » vervangen door de woorden « diens antwoorden op een vragenlijst met betrekking tot de redenen »;

2° in het tweede lid, eerste zin, wordt het woord « moet » vervangen door de woorden « en vragenlijst moeten »;

3° in het tweede lid, tweede zin, worden de woorden « of op de vragenlijst » ingevoegd tussen de woorden « op de verklaring » en de woorden « evenals, in voorkomend geval, »;

4° dans l'alinéa 2, troisième phrase, les mots « Cette déclaration est » sont remplacés par les mots « Cette déclaration et ce questionnaire sont ».

**Art. 11.** Dans l'article 52/3 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié par la loi du 19 janvier 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1. Lorsque le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande d'asile ou refuse de reconnaître le statut de réfugié ou d'octroyer le statut de protection subsidiaire à l'étranger et que celui-ci séjourne de manière irrégulière dans le Royaume, le ministre ou son délégué doit délivrer sans délai un ordre de quitter le territoire motivé par un des motifs prévus à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 12°. Cette décision est notifiée à l'intéressé conformément à l'article 51/2.

Lorsque le Conseil du Contentieux des Etrangers rejette le recours de l'étranger contre une décision prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides en application de l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, 1°, et que l'étranger séjourne de manière irrégulière dans le Royaume, le ministre ou son délégué décide sans délai de prolonger l'ordre de quitter le territoire prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Cette décision est notifiée sans délai à l'intéressé conformément à l'article 51/2.

Le délai de cette prolongation est de dix jours, et peut être prolongé deux fois à condition que l'étranger collabore suffisamment au trajet de retour visé à l'article 6/1, § 3, de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. Les dispositions dans cet alinéa ne portent pas atteinte aux autres possibilités de prolongation de l'ordre, telles que prévues dans la loi. »

2° dans le § 2, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Dans les cas visés à l'article 74/6, § 1<sup>er</sup> bis, le ministre ou son délégué doit délivrer immédiatement lors de l'introduction de la demande d'asile un ordre de quitter le territoire motivé par un des motifs prévus à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 12°. »

**Art. 12.** L'article 55/3 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas à un réfugié qui peut invoquer des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures pour refuser la protection du pays dont il a la nationalité, ou, dans le cas d'un apatride, du pays où il avait sa résidence habituelle. »

**Art. 13.** L'article 55/5 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas à une personne bénéficiant de la protection subsidiaire qui peut invoquer des raisons impérieuses tenant à des atteintes graves antérieures pour refuser la protection du pays dont il a la nationalité, ou, dans le cas d'un apatride, du pays où il avait sa résidence habituelle. »

**Art. 14.** Dans la même loi, il est inséré un article 57/6/2 rédigé comme suit :

« Art. 57/6/2. Après réception de la demande d'asile transmise par le Ministre ou son délégué sur la base de l'article 51/8, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si des nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande d'asile. Dans le cas contraire, ou si l'étranger a fait auparavant l'objet d'une décision de refus prise en application des articles 52, § 2, 3°, 4° et 5°, § 3, 3° et § 4, 3°, ou 57/10, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prend une décision de prise en considération de la demande d'asile.

La décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit être prise dans un délai de huit jours ouvrables, soit tous les jours, sauf un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, après que le Ministre ou son délégué a transmis la demande d'asile.

Si l'étranger se trouve dans un endroit déterminé tel que visé aux articles 74/8, § 1<sup>er</sup>, et 74/9, § 2 et 3, ou fait l'objet d'une mesure de sûreté telle que visée à l'article 68, la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit être prise dans les deux jours ouvrables, soit tous les jours sauf un

4° in het tweede lid, derde zin, worden de woorden « Deze verklaring wordt » vervangen door de woorden « Deze verklaring en vragenlijst worden ».

**Art. 11.** In artikel 52/3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 december 2006 en gewijzigd bij de wet van 19 januari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. Indien de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen de asielaanvraag niet in overweging neemt of de vluchtelingenstatus weigert te erkennen of de subsidiaire beschermingsstatus weigert toe te kennen aan een vreemdeling en de vreemdeling onregelmatig in het Rijk verblijft, moet de minister of zijn gemachtigde onverwijld een bevel om het grondgebied te verlaten afgeven, gemotiveerd op basis van één van de gronden voorzien in artikel 7, eerste lid, 1° tot 12°. Deze beslissing wordt ter kennis gebracht van de betrokkene overeenkomstig artikel 51/2.

Indien de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen het beroep van de vreemdeling tegen een beslissing genomen door de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen verwerpt met toepassing van artikel 39/2, § 1, 1°, en de vreemdeling verblijft onregelmatig in het Rijk, beslist de minister of zijn gemachtigde onverwijld tot een verlenging van het in het eerste lid bedoelde bevel om het grondgebied te verlaten. Deze beslissing wordt onverwijld ter kennis gebracht van de betrokkene overeenkomstig artikel 51/2.

De termijn van deze verlenging bedraagt tien dagen, en is twee maal verlengbaar op voorwaarde dat de vreemdeling voldoende meewerkt aan het terugkeertraject bedoeld in art 6/1, § 3, van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen. De regeling in dit lid doet geen afbreuk aan de overige mogelijkheden tot verlenging van het bevel, zoals voorzien in de wet. »

2° in § 2 wordt de eerste zin vervangen door wat volgt :

« In de in artikel 74/6, § 1 bis, bedoelde gevallen moet de minister of zijn gemachtigde onmiddellijk bij het indienen van de asielaanvraag een bevel om het grondgebied te verlaten afgeven, gemotiveerd op basis van één van de gronden voorzien in artikel 7, eerste lid, 1° tot 12°. »

**Art. 12.** Artikel 55/3 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Het eerste lid is niet van toepassing op een vluchteling die dwingende redenen, voortvloeiende uit vroegere vervolging, kan aanvoeren om te weigeren de bescherming van het land waarvan hij de nationaliteit bezit, of, in het geval van een staatloze, van het land waar hij vroeger zijn gewone verblijfplaats had, in te roepen. »

**Art. 13.** Artikel 55/5 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Het eerste lid is niet van toepassing op een persoon met de subsidiaire beschermingsstatus die dwingende redenen, voortvloeiende uit vroegere ernstige schade, kan aanvoeren om te weigeren de bescherming van het land waarvan hij de nationaliteit bezit, of, in het geval van een staatloze, van het land waar hij vroeger zijn gewone verblijfplaats had, in te roepen. »

**Art. 14.** In dezelfde wet wordt een artikel 57/6/2 ingevoegd, luidende :

« Art. 57/6/2. Na ontvangst van het asielverzoek dat door de minister of diens gemachtigde werd overgezonden op grond van artikel 51/8, onderzoekt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen bij voorrang of er nieuwe elementen aan de orde zijn, of door de asielzoeker zijn voorgelegd, die de kans aanzienlijk groter maken dat de asielzoeker voor erkenning als vluchteling in de zin van artikel 48/3 of voor subsidiaire bescherming in de zin van artikel 48/4 in aanmerking komt. Bij gebrek aan dergelijke elementen, neemt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen het asielverzoek niet in overweging. In het andere geval, of indien de vreemdeling voorheen het voorwerp heeft uitgemaakt van een weigeringsbeslissing die werd genomen bij toepassing van de artikelen 52, § 2, 3°, 4° en 5°, § 3, 3° en § 4, 3°, of 57/10, neemt de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een beslissing tot inoverwegingname van de asielaanvraag.

De in het eerste lid bedoelde beslissing moet worden getroffen binnen een termijn van acht werkdagen, zijnde iedere dag, behalve een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag, na verzending van het asielverzoek door de minister of diens gemachtigde.

Indien de vreemdeling zich bevindt in een welbepaalde plaats zoals bedoeld in de artikelen 74/8, § 1, en 74/9, § 2 en 3, of het voorwerp uitmaakt van een veiligheidsmaatregel zoals bedoeld in artikel 68, moet de in het eerste lid bedoelde beslissing worden getroffen binnen twee

samedi, un dimanche ou un jour férié légal, après que le ministre ou son délégué a transmis la demande d'asile.»

**Art. 15.** Dans la même loi, il est inséré un article 57/6/3 rédigé comme suit :

« Art. 57/6/3. Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande de reconnaissance du statut de réfugié au sens de l'article 48/3 ou d'obtention du statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, lorsqu'un autre État de l'Union européenne a reconnu le statut de réfugié au demandeur d'asile, à moins que celui-ci apporte des éléments dont il ressort qu'il ne peut plus recourir à la protection qui lui a déjà été accordée.

La décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> doit être prise dans un délai de quinze jours ouvrables, soit tous les jours, sauf un samedi, un dimanche ou un jour férié légal. »

**Art. 16.** L'article 57/7bis de la même loi, inséré par la loi du 28 avril 2010, est abrogé.

**Art. 17.** L'article 57/7ter de la même loi, inséré par la loi du 28 avril 2010, est abrogé.

**Art. 18.** Dans l'article 57/8 de la même loi, inséré par la loi du 14 juillet 1987 et modifié par les lois des 6 mai 1993, 15 juillet 1996 et 15 septembre 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « ou par tout autre moyen de notification autorisé par arrêté royal »;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « ou par tout autre moyen de notification autorisé par arrêté royal ».

**Art. 19.** Dans l'article 57/9, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 14 juillet 1987 et modifié par les lois du 30 décembre 2009 et du 19 janvier 2012, les mots « aux articles 57/6, 1° à 7° et 57/6/1 » sont remplacés par les mots « aux articles 57/6, 1° à 7°, 57/6/1, 57/6/2 et 57/6/3 ».

**Art. 20.** Dans l'article 74/5, § 3, alinéa 5, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, la dernière phrase commençant par les mots « Lorsqu'un délai d'examen » et finissant par les mots « un mois au maximum » est remplacée par ce qui suit :

« Si, conformément à l'article 39/76, § 1<sup>er</sup> un délai est accordé au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou à la partie requérante ou intervenante afin d'examiner les nouveaux éléments apportés par une des parties ou afin de communiquer ses remarques, la durée du maintien est également suspendue d'office pendant ce délai. »

**Art. 21.** Dans l'article 74/6 de la même loi, inséré par la loi du 6 mai 1993 et modifié par les lois des 15 juillet 1996, 29 avril 1999 et 15 septembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>bis, le 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° l'étranger refuse de déposer la déclaration ou de répondre au questionnaire visés à l'article 51/10, alinéa 1<sup>er</sup>. »;

2° dans le § 2, alinéa 5, la dernière phrase commençant par les mots « Lorsqu'un délai d'examen » et finissant par les mots « un mois au maximum » est remplacée comme suit :

« Si, conformément à l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, un délai est accordé au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou à la partie requérante ou intervenante afin d'examiner les nouveaux éléments apportés par une des parties ou afin de communiquer ses remarques, la durée du maintien est également suspendue d'office pendant ces délais. ».

### CHAPITRE 3. — Modifications de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers

**Art. 22.** Dans l'article 4 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, modifié par les lois du 30 décembre 2009 et du 19 janvier 2012, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'Agence peut décider, au moyen d'une décision individuelle motivée, que le demandeur d'asile qui introduit une deuxième demande d'asile ne peut invoquer l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de cette loi pendant l'examen de la demande, sauf si le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides a pris une décision de prise en considération en application de l'article 57/6/2 ou une décision en application de l'article 57/6, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire,

werkdagen, zijnde iedere dag, behalve een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag, nadat de minister of diens gemachtigde het asielverzoek heeft overgezonden. ».

**Art. 15.** In dezelfde wet wordt een artikel 57/6/3 ingevoegd, luidende :

« Art. 57/6/3. De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen neemt de aanvraag tot erkenning van de vluchtelingenstatus in de zin van artikel 48/3 of tot het bekomen van de subsidiaire beschermingsstatus in de zin van artikel 48/4 niet in overweging wanneer een andere lidstaat van de Europese Unie de vluchtelingenstatus heeft toegekend aan de asielzoeker, tenzij hij elementen naar voor brengt waaruit blijkt dat hij zich niet langer kan beroepen op de bescherming die hem reeds werd toegekend.

De in het eerste lid bedoelde beslissing moet getroffen worden binnen een termijn van vijftien werkdagen, zijnde iedere dag, behalve een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag. ».

**Art. 16.** Artikel 57/7bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 28 april 2010, wordt opgeheven.

**Art. 17.** Artikel 57/7ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 28 april 2010, wordt opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 57/8, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1987 en gewijzigd bij de wetten van 6 mei 1993, 15 juli 1996 en 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « of via elke andere bij een koninklijk besluit toegelaten betekeniswijze »;

2° in het tweede lid worden de woorden « of via elke andere bij een koninklijk besluit toegelaten betekeniswijze » ingevoegd tussen de woorden « per faxpost » en de woorden « een afschrift ervan ».

**Art. 19.** In artikel 57/9, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1987 en gewijzigd bij de wetten van 30 december 2009 en 19 januari 2012, worden de woorden « in artikel 57/6, 1° tot 7° en 57/6/1 » vervangen door de woorden « in de artikelen 57/6, 1° tot 7°, 57/6/1, 57/6/2 en 57/6/3 ».

**Art. 20.** In artikel 74/5, § 3, vijfde lid, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 15 september 2006, wordt de laatste zin, die aanvangt met de woorden « Indien overeenkomstig » en eindigt met de woorden « maximaal een maand » vervangen door wat volgt :

« Indien overeenkomstig artikel 39/76, § 1, een termijn wordt verleend aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen of aan de verzoekende of tussenkomende partij om de door één van de partijen aangebrachte nieuwe elementen te onderzoeken of haar bemerkingen mee te delen, wordt de duur van de vasthouding eveneens van rechtswege opgeschort gedurende deze termijn. »

**Art. 21.** In artikel 74/6 van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 6 mei 1993 en gewijzigd door de wetten van 15 juli 1996, 29 april 1999 en 15 september 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1bis wordt de bepaling onder 15° vervangen als volgt :

« 15° de vreemdeling weigert de in artikel 51/10, eerste lid, bedoelde verklaring af te leggen of de vragenlijst te beantwoorden. »;

2° in § 2, vijfde lid, wordt de laatste zin die aanvangt met de woorden « Indien overeenkomstig » en eindigt met de woorden « maximaal een maand » vervangen als volgt :

« Indien overeenkomstig artikel 39/76, § 1, een termijn wordt verleend aan de Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen of aan de verzoekende of tussenkomende partij om de door één van de partijen aangebrachte nieuwe elementen te onderzoeken of haar bemerkingen mee te delen, wordt de duur van de vasthouding eveneens van rechtswege opgeschort gedurende deze termijnen. ».

### HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen

**Art. 22.** In artikel 4 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen, gewijzigd bij de wetten van 30 december 2009 en van 19 januari 2012, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« Het Agentschap kan, middels een individueel gemotiveerde beslissing, beslissen dat de asielzoeker die een tweede asielaanvraag indient, geen beroep kan doen op artikel 6, § 1, van deze wet, tijdens het onderzoek van de aanvraag, tenzij het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen een beslissing tot inoverwegingname met toepassing van artikel 57/6/2 of een beslissing met toepassing van artikel 57/6, 1°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de

le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Ce principe peut s'appliquer à chaque nouvelle demande d'asile. ».

**Art. 23.** L'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 19 janvier 2012, est complété par la phrase suivante :

« L'introduction d'un recours en cassation au Conseil d'Etat, n'engendre pas de droit à une aide matérielle. Lors de l'examen du recours en cassation un droit à l'aide matérielle est garanti uniquement si le recours en cassation est déclaré admissible en application de l'article 20, § 2, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973. ».

**Art. 24.** Dans l'article 7, § 2, dernier alinéa, de la même loi, remplacé par la loi du 30 décembre 2009 et modifié par la loi du 19 janvier 2012, le mot « l'article 51/8 » est remplacé par le mot « l'article 57/6/2 ».

#### CHAPITRE 4. — *Modification de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale*

**Art. 25.** L'article 57ter/1 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, abrogé par la loi du 12 janvier 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 57ter/1. En vue d'assurer une répartition harmonieuse des places d'accueil entre les communes, le C.P.A.S. est tenu de créer des initiatives locales d'accueil visées à l'article 64 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, définit les critères de cette répartition en tenant compte de la situation spécifique de chaque commune. Ce plan de répartition prend effet à partir d'une date fixée par la Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. À défaut de créer des initiatives locales d'accueil, le C.P.A.S. peut se voir appliquer une sanction financière dont les modalités et l'affectation sont fixées par la Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
à l'Intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté  
Mme M. DE BLOCK

Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

—  
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants*

Doc 53 2555/(2012/2013)

001 : Projet de loi.

002 et 003 : Amendements.

004 : Rapport.

005 : Texte adopté par la commission.

006 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi : Compte rendu intégral : 28 février 2013.

*Documents du Sénat*

5-1999 – 2012/2013

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 25 avril 2013.

toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen heeft genomen. Dit principe kan gelden voor elke nieuwe asielaanvraag. ».

**Art. 23.** Artikel 6, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 januari 2012, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Het indienen van een cassatieberoep bij de Raad van State doet geen recht op materiële hulp ontstaan. Tijdens de behandeling van het cassatieberoep is er slechts recht op materiële hulp nadat het cassatieberoep toelaatbaar is verklaard met toepassing van artikel 20, § 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. ».

**Art. 24.** In artikel 7, § 2, laatste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 december 2009 en gewijzigd bij de wet van 19 januari 2012, wordt het woord « artikel 51/8 » vervangen door het woord « artikel 57/6/2 ».

#### HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn*

**Art. 25.** Artikel 57ter/1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, opgeheven bij de wet van 12 januari 2007, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 57ter/1. Om te zorgen voor een evenwichtige spreiding van de opvangplaatsen over de gemeenten, is het O.C.M.W. verplicht lokale opvanginitiatieven op te richten als bedoeld in artikel 64 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de criteria voor die spreiding, rekening houdend met de specifieke situatie van elke gemeente. Dat spreidingsplan treedt in werking vanaf een door de Koning bepaalde datum, bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Indien het O.C.M.W. geen lokale opvanginitiatieven opricht, kan het een financiële sanctie opgelegd krijgen, waarvan de nadere regels en de bestemming door de Koning worden bepaald bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad. ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 mei 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris van Asile en Migratie,  
Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding  
Mevr. M. DE BLOCK

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

—  
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers*

Doc 53 2555/(2012/2013)

001 : Wetsontwerp.

002 en 003 : Amendementen.

004 : Verslag.

005 : Tekst aangenomen door de commissie.

006 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook : Integraal verslag : 28 februari 2013.

*Stukken van de Senaat*

5-1999 – 2012/2013

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 25 april 2013.